

Type de réunion

Réunion de lycée professionnel public

Discussion sur le constat (facultatif) (titres en arial gras corps 12)

01. Quelles sont les valeurs de l'École républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse ?

Discussion sur le constat : le groupe est très sceptique sur la portée de ce débat, il considère que les objectifs gouvernementaux sont déjà arrêtés, cette modalité en apparence consultative est en partie illusoire. Il note cependant l'urgence pour les personnels et les parents de débattre sur le thème de l'école pour défendre l'école républicaine des coups qu'elle subit, proposer des alternatives.

Il faut rappeler la différence entre l'instruction qui est la mission de l'école et l'éducation qui est l'affaire aussi de l'école mais aussi de la famille, de l'ensemble de la société, or compte tenu de la crise de la plupart des institutions, l'école républicaine devrait être la seule à tout faire : instruire, éduquer, intégrer ! Ce qui est impossible. L'école n'a pas pour fonction de pallier aux déficiences de la société.

La valeur principale à défendre est l'égalité. L'école républicaine dès le 19^{ème} siècle devait assurer l'instruction, l'épanouissement culturel, l'aptitude à l'esprit critique à tous les enfants de la société : or elle ne l'a pas fait, elle a au contraire reproduit les inégalités sociales tout au long du siècle même si à certaines périodes (« Trente glorieuses »), l'ascenseur social a mieux fonctionné qu'à d'autres.

Ce constat n'efface pas une autre réalité : dès la maternelle, les enseignantes et les enseignants ne ménagent pas leurs efforts pour faire réussir les enfants des milieux « dits défavorisés », mais d'autres mécanismes plus complexes, parfois inconscients, étouffent ces actes pour maintenir, structurer les obstacles à la réussite.

Enfin le but de l'école n'est pas seulement l'apprentissage d'un métier mais l'acquisition d'une culture : il est rappelé qu'en partie grâce à l'école la femme a pu gagner plus de liberté.

3 priorités pour l'Ecole :

1 - Accroître les investissements financiers lorsque le public est difficile : il s'agit en particulier de généraliser le principe suivant (et qui va à l'encontre du dogme selon lequel il faudrait réduire les dépenses des services publics) : enseigner à des groupes restreints d'élèves pour permettre réellement l'enseignement individualisé.

2 - Valoriser le concept du travail et les métiers comme maçons, ajusteurs, installateurs sanitaires, travailleurs du bâtiment qui ne se réduisent pas à des « métiers manuels », mais dont la préparation devraient permettre de poursuivre jusqu'à l'université. Payer plus ces métiers dès le début. Donner plus de place dans le système aux LP publics qui dispensent ces formations.

3 - Briser toutes les formes d'orientation discriminatives qu'elles tiennent au sexe, à l'origine sociale, à la couleur de la peau ou à la consonance du nom.

13. Comment prendre en charge les élèves en grande difficulté ?

Discussion sur le constat

- LP en bout de chaîne de la division cognitive et du mal-être ;
- enseignants et services d'éducation en effort et en détresse devant un ensemble de difficultés sociales, comportementales et cognitives. Relevant de moins en moins de nos compétences, elles se traduisent par la violence ;
- l'Institution, désengagée et méfiante, nous fait peur. Au dessus et en dehors des difficultés, elle nous abandonne dedans. Les compétences du terrain sont négligées.

Les grandes difficultés, solutions possibles :

- un espace et un groupe d'écoute pour les dépister (A.S., infirmière, C.E., enseignants et psychologue) ;
- ateliers de remédiation avec prise en charge par 2 enseignants ;
- un groupe de gestion des conflits, si nécessaire ;
- un réel travail d'équipe, intégré dans l'horaire de service.

Remarques complémentaires sur le débat

Constats et solutions : tout a déjà été dit !

Le travail doit être revalorisé.

Trois priorités pour l'École

1. Transmission rigoureuse des savoirs fondamentaux.
2. Reconnaissance et revalorisation des L.P. et de leurs enseignants.
3. Faire du respect une éducation partagée.

15. Comment lutter efficacement contre la violence et les incivilités ?

1) Définition de la violence et des incivilités

Non respect de l'autre. Manque d'écoute. Manque de savoir être. Intolérance. Dénier de l'autre...
Nous constatons une banalisation du langage. L'incivilité peut être dans le ton, la gestuelle.
On a souligné que nous n'avons pas tous le même seuil de tolérance et qu'il y a un problème de cohérence et d'harmonisation de nos pratiques.

2) Comment l'école doit-elle faire face à la difficulté de certains parents à éduquer leurs enfants ?

- les associer le plus souvent possible, les INTERPELLER
- les associer aux contrats, aux sanctions financières
- les restituer dans leur rôle, face à leur responsabilité

Le problème est particulièrement crucial en LP où les parents ne participent pas à la vie du lycée et sont peu partie prenante dans la scolarité de leurs enfants et dans la société en général.

3) Faut-il RENFORCER l'autorité des enseignants et l'encadrement des élèves ?

L'école est un lieu de vie où l'on doit se sentir bien, élèves et adultes. Il faut arrêter de discréditer et de déposséder les enseignants de leur responsabilité (exemple : avis consultatif au conseil de classe, redoublement).

En ce qui concerne l'encadrement des élèves, il y a un manque sérieux de Surveillants ou Adjoints d'Education, une absence de poste de psychologue, une nécessité de créer une cellule d'écoute.

Une cohérence enseignant -CPE- Administration est indispensable ainsi que le respect des décisions prises.

4) Sanctions

- procédure de conseils de discipline moins lourde
- travaux d'intérêt général plus facile à mettre en place

5) Solutions pour un mieux être

- savoir valoriser les élèves qui réussissent, les féliciter
- sortir les élèves qui pourrissent la classe, le groupe
- harmoniser les pratiques professionnelles et se tenir aux décisions prises
- recours au tutorat, à d'anciens élèves
- créer une amicale d'anciens élèves

Trois priorités pour l'École :

- a) revaloriser l'image de l'enseignant
- b) impliquer les parents
- c) retravailler les fondamentaux (lire- compter- écrire) et enfin pouvoir faire cours
- d) tenter de faire retrouver le désir d'apprendre en se respectant
- e) nous faire confiance
- f) STOP aux absurdités pédagogiques qui nous viennent des institutions supérieures et qui nous détournent des fondamentaux

22. Comment former, recruter, évaluer les enseignants et mieux organiser leur carrière ?

Formation recrutement :

La formation et le recrutement des enseignants donnent une place prépondérante aux connaissances universitaires au dépend des compétences didactiques et pédagogiques.

Formation, recrutement :

Nous proposons d'avancer les concours de recrutement au mois de janvier pour les écrits et mars pour l'oral. Ceci n'aurait aucun impacte sur l'égalité des chances des candidats, mais permettrait aux personnes reçues de bénéficier de 3 mois pour prendre contact avec leur futur métier. Cette période pourrait permettre de faire des stages d'observation dans différents types d'établissements, d'avoir du temps pour préparer la rentrée avec l'aide de gens compétents et ainsi d'entrer dans le métier en toute connaissance de causes. La deuxième année de formation devrait avoir un contenu plus didactique et pédagogique. Elle devrait être organisée autour de plusieurs stages en responsabilité et non un seul comme aujourd'hui. Ceci permettrait d'avoir plusieurs expériences et de minimiser l'impact des échecs tant au niveau des stagiaires que des élèves. La formule que nous envisageons ressemble à la deuxième année de formation des professeurs des écoles.

L'évaluation des candidats doit donner la même importance aux connaissances universitaires (dont nous ne remettons pas en cause la pertinence) et aux compétences didactiques et pédagogiques.

Les professeurs stagiaires ne doivent pas être des variables d'ajustement horaires. Ils doivent être véritablement en formation.

Leurs conseillers pédagogiques doivent pouvoir bénéficier d'une formation.

Il nous semble indispensable que soient intégrées dans la formation initiale des professeurs des compétences en psychologie et en dynamique de groupe ainsi que des formations inter et transdisciplinaires. Ces dernières ayant pour objectif de mettre l'accent sur le travail en équipe.

Formation continue :

Les enseignants doivent savoir à combien de temps de formation ils ont droit par an. Il nous semblerait intéressant que tous les enseignants puissent bénéficier de 6 jours de formation par an sur leur temps de travail.

Les plans de formation doivent être élaborés sur la base d'un diagnostic de besoin et non autour d'une offre. Celui-ci peut être fait par les enseignants eux-même, mais également par les chefs d'établissements et les inspecteurs.

Les congés formation doivent être plus facilement accessibles et non soumis à l'avis des chefs d'établissements.

Evaluation :

Les notes pédagogiques et administratives doivent être supprimées. La première n'est aujourd'hui qu'un diagnostic irréal et hors contexte. Elle pourrait être remplacée par des visites conseils d'un conseiller pédagogique. Celles-ci pourraient déboucher sur la diffusion d'expériences pédagogiques originales ou novatrices. La note administrative ne repose aujourd'hui que sur deux critères objectifs : la ponctualité et l'assiduité. Ceux-ci n'ont pas lui d'être évalué par une note, néanmoins leur non respect doit être sanctionné.

L'évaluation du mérite nous paraît non mesurable dans la mesure ou celui-ci est soumis à des paramètres qui ne dépendent que trop peu de l'enseignant (contexte de l'établissement, équipe pédagogique, difficultés de la classe...)

Carrière :

Il faut supprimer le cloisonnement entre les corps et créer le corps unique de tous les enseignants recrutés à BAC+3. Ceci permettrait une plus grande souplesse dans les modifications des carrières (dans la mesure des demandes des enseignants) et une revalorisation de certains statuts.

Les personnels enseignant sans le concours doivent pouvoir être intégrés au travers un examen professionnel.

L'éducation nationale est la seule « entreprise » où il n'existe pas de récompense de carrière du type : médaille du travail.

Remarques complémentaires sur le débat (facultatif)

Trois priorités pour l'École (une phrase par priorité)

1.

2

3